

F ÉDÉRER

O RGANISER

R EVENDIQUER

C ONQUÉRIR

E COUTER

O BTENIR

U NIR

V AINCRA

R ÉSISTER

I NFORMER

E XPLIQUER

R ALLIER

E NTRAIDER

Dès le début de ce projet, la Direction a affiché sa volonté de le faire en co-construction avec les salariés et les organisations syndicales.

Mais, force est de constater, une grosse disparité entre l’affichage et la réalité !

Effectivement, malgré les remarques et observations en Groupe de Travail malgré les recommandations des élus, la Direction souhaite déployer son projet Convergence tel quel. Pourtant le rapport d’expert, basé sur les interviews (environ 100 salariés dont 65% de cadres) est accablant et met en évidence de nombreuses inquiétudes et doutes. **Il faut reconnaître à la Direction sa constance dans l’absence d’écoute** que ce soit dans le cadre des Groupes de Travail ou dans les Instances Représentatives du Personnel.

Le projet présenté entérine la suppression de 65 postes de travail sur l’éventuelle base d’un gain de temps dans les transports (à ce jour non mesuré) et la mise en place d’outils de digitalisation (à ce jour non disponibles), sans tenir compte de l’augmentation de la charge de travail liée au vieillissement des installations, de l’accroissement des exigences et contraintes réglementaires et de la mise en service de NCPF.

Que dire de l’absence d’organisation du projet paperless qui accompagne ou pire, précède la digitalisation, sinon qu’il est porteur de risques liés à la perte d’information (chacun à la responsabilité d’estimer ce qui doit être gardé ou pas) ainsi qu’aux pertes de temps dans le futur afin de retrouver les documents dans une bibliothèque déstructurée voire inexistante.

Ce projet prévoit un mode de travail en flex-office. Celui-ci est pourtant maintenant abandonné dans les entreprises qui l’avaient mis en place, tout le monde le sait. Effectivement ce mode de travail est porteur de gros risques psycho-sociaux professionnels : bruit, déconcentration, dépersonnalisation, sentiment d’un travail de moindre qualité dans une activité qui de plus est déjà porteuse de gros risques industriels. Mais la Direction s’en moque.

Pourtant, à l’heure où la filière nucléaire retrouve un regain d’intérêt en France, de la part des candidats à la présidentielle mais aussi de l’Europe, avec un niveau d’investissement prévisible de 500 Milliards d’Euro dans les prochaines décennies, il est indispensable de maintenir un haut niveau de sûreté et sécurité. Cela passe par l’indépendance des services de sûreté et sécurité vis-à-vis de la production et la mise en place d’une organisation du travail permettant à chacun d’effectuer son activité en toute sérénité.

Pour toutes ces raisons, FO quitte la séance et ne participera pas à la consultation du CSE prévue aujourd’hui sur le projet Convergence.

FO demande à la Direction de prendre en compte les inquiétudes exprimées par l’ensemble des salariés cadres et mensuels en arrêtant le déploiement du projet.

S’il doit y avoir une modification de l’organisation du travail, celle-ci doit être envisagée après le déménagement vers ATLAS sur des bases mesurées, expliquées et partagées afin d’éviter tous risques professionnels et industriels.

